



Solidarité avec les peuples d'Iran en lutte pour la justice sociale, l'égalité et la liberté

Une fois de plus, la République islamique d'Iran a noyé dans le sang le soulèvement populaire massif déclenché le 28 décembre 2025.

À partir du 8 janvier et pendant plus de dix jours, le régime a imposé une coupure quasi totale des communications et d'internet afin de mener l'une des répressions les plus violentes de son histoire.

De Téhéran aux villes des provinces du Lorestan et de l'Illam, où vivent notamment des minorités kurdes et lor, les Gardiens de la Révolution et les milices du régime ont massacré les manifestant·es à l'aide d'armes lourdes. Des blessé·es ont été achevé·es dans les hôpitaux, d'autres kidnappé·es et transféré·es vers des centres de détention.

Malgré le black-out, des vidéos ont circulé montrant des familles tentant d'identifier leurs proches dans des morgues improvisées débordant de sacs mortuaires.

Les corps sont parfois restitués contre des aveux forcés, des cautions exorbitantes et sous la menace.

Des fosses communes ont été creusées à la hâte pour dissimuler l'ampleur du massacre.

De nombreuses familles sont toujours sans nouvelles de leurs disparu·es.

Selon Mai Sato, rapporteuse spéciale de l'ONU sur l'Iran, le bilan ferait état de « dizaines de milliers de victimes ». L'organisation Human Rights Activists News Agency (HRANA) recense au moins 41 283 arrestations, certains chiffres évoquant plus de 100 000 personnes arrêtées.

L'absence de commission d'enquête indépendante empêche tout bilan précis. Le chef du pouvoir judiciaire iranien a annoncé une justice expéditive, menaçant les détenu·es de la peine capitale. L'ensemble des détenu·es subissent des maltraitements et la torture.

Pourtant, des mobilisations ont toujours lieu. Les cérémonies de deuil se transforment en actes de protestation.

Dans de nombreuses universités, les étudiant·es boycottent les examens et exigent la libération de leurs camarades emprisonné·es.

Des travailleur·euses de la métallurgie et de la pétrochimie ont publié des communiqués de solidarité avec les familles endeuillées et dénoncé la violence du pouvoir.

De son côté, le Conseil de coordination des syndicats du corps enseignant d'Iran a appelé à la fermeture des établissements scolaires le mercredi 18 février, cela en mémoire des élèves assassiné·es par le pouvoir, et en signe de solidarité avec leurs proches.

Malgré la douleur, la colère est profonde et les braises de la contestation incandescentes. L'hyperinflation s'est encore aggravée depuis décembre, et la dictature a une nouvelle fois révélé son vrai visage. Depuis 2017, l'Iran a connu cinq soulèvements majeurs, témoignant du rejet massif d'un régime au pouvoir depuis 47 ans. Confronté à des crises multiples et profondes, le pouvoir ne tient plus que par la terreur.

Dans ce contexte, Donald Trump a décidé de déployer une armada dans le golfe Persique, brandissant la menace d'une intervention militaire pour arracher des concessions dans le cadre de nouvelles négociations. Une posture guidée par des intérêts économiques et géopolitiques, sans considération pour les aspirations sociales et démocratiques de la population.

Dans le même temps, la diaspora iranienne est le théâtre d'une offensive des monarchistes, largement relayée par les médias dominants, autour de Reza Pahlavi et de son « Iran Prosperity Project », se présentant comme une alternative à la République islamique.

Ce programme autoritaire et ultralibéral est en totale contradiction avec les revendications sociales et démocratiques portées par la jeunesse, les femmes, les travailleur.euses et les minorités nationales, qui ne veulent ni de la République islamique, ni d'un retour au passé. Ils et elles luttent pour la justice sociale, l'égalité, la liberté et le droit à l'autodétermination.

Nos organisations rejettent toute intervention militaire extérieure qui ne ferait qu'ajouter des destructions, de la souffrance et de nouvelles pertes civiles. L'émancipation des peuples d'Iran ne peut venir que de l'intérieur du pays.

Nous refusons que les espoirs et les combats des peuples d'Iran soient instrumentalisés et sacrifiés au nom de la realpolitik.

Nous nous engageons aux côtés des militant.es de la diaspora qui cherchent à faire entendre les voix de celles et ceux qui luttent en Iran pour en finir avec la République islamique d'Iran, pour la justice sociale, l'égalité et la liberté.

Nous exigeons :

- La fin immédiate de la répression ;
- La libération de toutes les personnes détenues pour avoir exercé leurs droits fondamentaux ;
- L'arrêt immédiat des exécutions et l'abolition de la peine de mort ?
- La liberté d'organisation et de manifestation ;
- L'instauration de sanctions internationales contre les dirigeants iraniens et leurs familles ;
- La levée des sanctions économiques et politiques dirigées contre la population.

Paris, le 23 février 2026

Confédération française démocratique du travail (CFDT)

Confédération générale du travail (CGT)

Fédération syndicale unitaire (FSU)

Union syndicale Solidaires

Union nationale des syndicats autonomes (UNSA)